AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :
Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 20 mars 2024

Politique européenne 2
Le comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande sur les questions du sommet européen 2
Le Premier ministre Orpo se rendra aux sommets de Bruxelles 3
Analyse 3
La germanophone Elina Valtonen apparait comme un contrepoids à Scholz 3
Editorial 4
Politique étrangère et de sécurité 4
Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la Russie, de la situation sécuritaire en Europe et du soutien de la Finlande à l'Ukraine 4
La Finlande et la Suède pourraient coopérer pour donner des navires côtiers à l'Ukraine 5
Les chasseurs finlandais s'envolent chaque semaine pour reconnaitre des avions russes 6
Conflit social 6
Les grèves seront-elles suspendues ? Si le gouvernement fait des concessions sur les délégués syndicaux, les syndicats devront accepter de négocier sur le modèle d'augmentaion des salaires 6
Politique intérieure 7
La popularité des partis du gouvernement est en baisse 7
Vers une modification du recyclage des emballages et des consignes de bouteilles 9
Valio supprimera 89 emplois 9
Climat 10
Des chercheurs évoquent des options moins chères que les puits de carbone technologiques 10
Migration 10
Les Ukrainiens sont venus en Finlande pour y rester – cela commence déjà à se voir dans la stabilisation des relations de travail 10
Société 11
La Finlande est le pays le plus heureux du monde pour la septième année consécutive 11

Politique européenne

Le comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande sur les questions du sommet européen

Lors de sa réunion du mercredi 20 mars, le Comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande concernant la réunion du Conseil européen et le sommet de la zone euro organisé dans le cadre de celle-ci ainsi que sur le parcours d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'UE et le renouvellement de la directive sur l'habitat et de ce que l'on appelle l'accord de Berne.

Les thèmes du Conseil européen (21 et 22 mars) comprennent l'Ukraine, la sécurité et la défense, le Moyen-Orient, l'élargissement de l'UE, la migration, l'agriculture, le semestre européen et les questions d'actualité en matière de politique étrangère.

• La Finlande considère que le soutien ferme de l'UE à l'Ukraine devrait être maintenu et accru, tout comme les sanctions contre la Russie si la guerre d'agression se poursuit. La Finlande exhorte la Commission et le haut représentant à préparer une proposition sur la manière dont les revenus des fonds gelés pourraient être utilisés pour soutenir l'Ukraine.

• De l'avis de la Finlande, le changement de l'environnement de sécurité dû à la guerre d'agression russe nécessite des actions à long terme de la part de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense. La capacité de l'industrie de défense doit être renforcée et la coopération de l'UE en matière de défense doit être approfondie.

• La Finlande soutient les mesures visant à renforcer la préparation de l'UE aux crises. La Finlande considère qu'il est important que la promotion d'un modèle global en matière de sécurité soit une priorité du futur agenda stratégique de l'UE et du programme de la future commission, et s'efforce d'influencer la future commission pour qu'elle publie une proposition en la matière.

• Concernant le Moyen-Orient, la Finlande soutient l'action unie et forte de l'UE. La Finlande promeut un cessez-le-feu humanitaire et l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza. La Finlande soutient les efforts de l'UE visant à promouvoir la résolution du conflit entre Israël et les Palestiniens sur la base du modèle à deux États.

• Le Comité interministériel de politique européenne a souligné que la Finlande peut accepter la recommandation de la Commission européenne d'ouvrir des négociations d'adhésion à l'UE avec la Bosnie-Herzégovine, à condition que cela soit lié aux progrès de ce pays dans les réformes clés. Le Conseil européen de mars discutera des progrès réalisés par la Bosnie-Herzégovine sur la base du rapport de la Commission. En décembre 2023, le Conseil européen a décidé que l'on ouvrirait les négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine lorsque les critères d'adhésion seront suffisamment remplis.

• La Finlande considère que la politique agricole commune de l'UE devrait se concentrer sur l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'Union doit promouvoir une politique commerciale ouverte et équitable.

• Concernant les questions de migration dans l'UE, la Finlande met l'accent sur une approche globale, dans laquelle des actions sont encouragées à la fois au sein de l'UE et dans les relations avec les pays tiers. En outre, la Finlande promeut des solutions qui empêcheraient les acteurs extérieurs d'utiliser la migration comme un outil pour influencer l'Union.

• Concernant le semestre européen, la Finlande peut accepter les domaines prioritaires du rapport annuel sur la croissance durable et la proposition de recommandation du Conseil sur la politique économique de la zone euro.

Le sommet de la zone euro discutera de la situation économique dans la zone euro et du développement futur de l'union des marchés de capitaux. La Finlande considère qu'il est important que l'évolution de l'économie de la zone euro continue d'être étroitement surveillée. La Finlande encourage l'achèvement de l'union de marchés de capitaux et de l'union bancaire afin de ne pas accroître la responsabilité conjointe de la Finlande et du système bancaire finlandais. La Finlande souligne que l'objectif principal de l'union des marchés de capitaux devrait être de garantir un marché financier efficace.

Le Comité interministériel de politique européenne a également discuté de la proposition de la Commission européenne concernant la réunion du Comité permanent de l'Accord de Berne et

des lignes directrices d'influence liées au sujet de l'examen de la nécessité de protéger les grands carnivores dans la directive européenne sur les habitats. La Convention de Berne concerne la protection de la flore et de la faune sauvages d'Europe ainsi que de leur habitat. La Commission propose comme position de l'UE lors de la réunion sur l'accord de Berne que la protection du loup puisse être assouplie. Dans ce cas, la protection pourrait également être assouplie dans la directive européenne sur l'habitat. La Finlande soutient l'initiative de la commission et considère qu'il est important que la commission évalue également la situation d'autres populations de grands carnivores, en tenant compte du besoin de protection.
Vn

Le Premier ministre Orpo se rendra aux sommets de Bruxelles

Le Premier ministre Petteri Orpo participera au Conseil européen des 21 et 22 mars à Bruxelles et au sommet de la zone euro organisé à cette occasion. Il participera aussi au sommet sur l'énergie nucléaire le 21 mars.
"Je soulignerai lors de la réunion du Conseil européen qu'un soutien ferme à l'Ukraine doit être maintenu et accru. La guerre d'agression de la Russie a modifié la situation en matière de sécurité en Europe. C'est pourquoi nous devons également approfondir la coopération de l'UE en matière de défense et renforcer l'industrie de défense européenne. La meilleure façon d'y parvenir est que, sous la direction de la Finlande, 'un total de 14 pays de l'UE ont signé une initiative visant à renforcer le rôle de la Banque européenne d'investissement dans le soutien à l'industrie européenne de la défense", a déclaré Orpo.
Avant le Conseil européen, le Premier ministre participera au sommet sur l'énergie nucléaire convoqué par le Premier ministre belge Alexander De Croo et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le sommet met en avant l'énergie nucléaire comme une forme durable de production d'énergie à l'échelle mondiale.
Vn

Analyse

La germanophone Elina Valtonen apparait comme un contrepoids à Scholz

Les commentaires de la ministre finlandais des Affaires étrangères sur les troupes occidentales en Ukraine et le gel du conflit sont une manière de mener un débat européen où le mécontentement à l'égard de l'Allemagne grandit, écrivent Suvi Turtiainen et Jarno Hartikainen dans leur analyse.
La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen, est connue pour parler un excellent allemand, mais elle a également adopté une autre façon de parler très tendance en Europe. Elle critique couramment la politique de l'Allemagne et du chancelier Olaf Scholz, sans les nommer.
Le dernier exemple en date remonte à lundi, lorsque Valtonen à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Bruxelles a dit: "En ce qui concerne la guerre en Ukraine, il n'y a pas de place pour des concessions ou un gel du conflit".
Cette déclaration est une pique directe contre le député du SPD Rolf Mützenich qui s'était demandé, dans le cadre du débat sur les Taurus au Bundestag allemand, s'il n'était pas temps de chercher des moyens de "geler" le conflit en Ukraine.
En Europe, les frontières et les lignes rouges tracées par Scholz commencent à susciter une frustration toujours plus grande.
Lorsque le président français Emmanuel Macron a évoqué de manière inattendue la possibilité d'envoyer des troupes occidentales en Ukraine le mois dernier, Olaf Scholz a catégoriquement rejeté la proposition. Macron a ensuite expliqué qu'aucune option ne devait être exclue si l'objectif est de vaincre la Russie en Ukraine.
Le commentaire de Valtonen au Nat Sec Daily, cité par le magazine Politico, est lié à la même discussion. "Il est important que nous n'excluions rien à long terme, car nous ne savons pas quelle sera la gravité de la situation", a déclaré Valtonen.
La déclaration de Valtonen faisait partie d'un débat au cours duquel d'autres dirigeants européens tentent d'effacer les lignes rouges tracées par l'Allemand Scholz.

En Finlande, le fait que les dirigeants français et allemands n'aient pas une vision commune de la situation suscite des inquiétudes. Lorsque les deux plus grands États membres sont sur des positions différentes, cela divise l'ensemble de l'union.
Le président français Macron considère que soutenir l'Ukraine et vaincre la Russie est « existentiellement important » pour la sécurité de l'Europe et de la France. Aux premiers stades de la grande offensive, Macron envisageait un dialogue avec le Russe Vladimir Poutine, mais à mesure que la guerre progressait, sa pensée a complètement changé.
Il n'y a pas de changement correspondant dans la pensée de Scholz. Il continue de croire que la prudence dans l'envoi des Taurus, par exemple, retiendra Poutine.
La prudence de Scholz est également due à la politique intérieure. Mais elle suscite une frustration croissante dans les pays de l'UE voisins frontaliers de la Russie. Néanmoins, dans d'autres capitales, on hésite à critiquer directement l'Allemagne ou Scholz.
La ministre des Affaires étrangères Valtonen est devenu un contre-pouvoir important à Scholz dans le débat européen grâce à une particularité: grâce à son excellent allemand, elle est constamment interviewée dans les programmes d'actualité allemands. Elle est en mesure de participer directement au débat allemand et de contester la ligne de Scholz. Grâce à ses compétences linguistiques, Valtonen a une influence rare et elle l'utilise.
La semaine dernière, elle a déclaré à la chaîne allemande NTV que Poutine ne comprenait que la peur et la force et que la guerre en Ukraine concernait la sécurité de toute l'Europe. Selon lz ministre, la guerre en Ukraine est une question « existentielle » pour toute l'Europe.
Lundi, la chaîne de radiodiffusion du sud de l'Allemagne BR a demandé directement à Valtonen comment la Finlande percevait la ligne de l'Allemagne sur l'Ukraine. "Je ne veux donner aucune suggestion ni aucun conseil, mais je tiens à préciser qu'en tant que pays voisin de la Russie, pays de l'UE et allié de l'OTAN, nous espérons que le rôle de l'Allemagne restera important à l'avenir", a-t-elle dit.
HS

Editorial

L'éditorialiste de Hufvudstadsbladet rappelle les propos du Président Macron sur le fait qu'il faut que la Russie perde en Ukraine. L'analyse de Berlin sur les risques est radicalement différente, selon lui. L'Allemagne s'adapte aux agressions du Kremlin. « Poutine a réussi à graver ses propres lignes rouges dans la tête de Scholz. »
Dans des pays autoritaires comme l'Iran, la Corée du Nord et la Chine, on suit la situation de près. L'attitude hésitante de l'Allemagne ne laisse pas de place pour d'autre conclusion que celle que la tactique d'intimidation russe fonctionne, que la violence et la menace paient. L'éditorialiste écrit que la prudence signifie faiblesse, une invitation à plus d'agression encore.
HBL/24

Politique étrangère et de sécurité

Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la Russie, de la situation sécuritaire en Europe et du soutien de la Finlande à l'Ukraine

Lors de leur réunion du mardi 19 février, le Président de la République et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la Russie et de la situation sécuritaire en Europe. En outre, ils ont eu un exposé sur les négociations concernant les engagements bilatéraux de sécurité de la Finlande envers l'Ukraine.
Ils ont également discuté des préparatifs de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN des 3 et 4 avril.
https://valtioneuvosto.fi/-/10616/tp-utva-ssa-esilla-venaja-euroopan-turvallisuustilanne-seka-suomen-tuki-ukrainalle?languageId=en_US

La Finlande et la Suède pourraient coopérer pour donner des navires côtiers à l'Ukraine

Selon les médias roumains, la Finlande ferait don de bateaux de combat à l'Ukraine et souhaite former une cinquantaine de soldats ukrainiens à leur utilisation. Cette information est basée sur l'annonce faite lundi par le président roumain Klaus Iohannis au Parlement roumain.

Le site Internet Monitorul Apărării și Securității indique que le président Johannis a approuvé la formation des soldats ukrainiens et le transport du matériel fourni par la Finlande à travers la Roumanie.

Selon ces informations, le ministre finlandais de la Défense aurait envoyé une lettre au ministre roumain de la Défense en octobre dernier, annonçant ces dons à l'Ukraine et demandant à la Roumanie de soutenir le projet. La Finlande a demandé à la Roumanie de l'aider pour la logistique et l'organisation de la formation.

Le président Iohannis n'a pas précisé au Parlement sur quel équipement les Ukrainiens en Roumanie seraient formés, mais selon un site Internet roumain, il parlait de bateaux.

Le ministère finlandais de la Défense n'a pas souhaité commenter mardi les informations des médias roumains.

Cependant, la Suède a déjà annoncé en février son intention de faire don de dix bateaux de combat Stridsbåt 90 et de 20 bateaux de transport G à l'Ukraine. Il est possible que la Finlande et la Suède se soient mises d'accord sur un don commun. Les forces côtières des pays voisins s'entraînent en étroite collaboration depuis des années.

Le Stridsbåt 90 est un bateau de transport et de combat de 16 mètres de fabrication suédoise, que les Suédois ont vendu à plusieurs autres pays. Ce bateau rapide peut transporter quelques dizaines de soldats avec leur équipement. Il peut être armé de mitrailleuses, de lance-grenades, de grenades sous-marines et de mines.

Le G-boat est un bateau de transport léger d'environ huit mètres de long, pouvant transporter environ huit soldats. Les G-boats suédois sont fabriqués en Finlande.

Si la Finlande faisait don à l'Ukraine de navires destinés à un usage militaire, la question porterait principalement sur l'équipement des bateaux des forces côtières. Ces bateaux sont principalement destinés au transport de troupes, mais ils peuvent également être utilisés dans diverses missions de combat.

La principale flotte de bateaux de combat et de transport de la Garde côtière se compose de bateaux de classe Jehu, de classe Jurmo, de classe Uisko et de G-boats. Les Forces de Défense rappellent sur leur site Internet que certains bateaux de toutes ces classes "peuvent également effectuer des tâches de combat, de patrouille, d'escorte, de commandement et de soutien".

Les bateaux de transport et de combat des forces côtières finlandaises sont des bateaux rapides conçus pour les conditions de l'archipel et peuvent naviguer en eaux peu profondes. Ces caractéristiques constitueraient probablement également un avantage, par exemple, dans la région du delta du Dniepr, qui constitue actuellement la ligne de front des armées russe et ukrainienne.

Les équipements de bateaux les plus récents des forces côtières finlandaises sont des bateaux de classe Jehu fabriqués en Finlande. Jehu, qui mesure vingt mètres de long, peut être comparé au Stridsbåt 90 suédois. Les Jehus constituent l'équipement le meilleur et le plus cher de la Marine. Il serait très surprenant que l'on s'en sépare, d'autant plus que seuls 12 bateaux ont été achetés. Les forces armées finlandaises ont besoin de Jéhu pour défendre le pays.

La classe de bateaux de transport la plus importante des forces côtières finlandaises est le Jurmo, également fabriqué en Finlande. Près de 40 Jurmo de 14 mètres acquis au début des années 2000 sont utilisés par la Marine. Ils viennent de subir une rénovation majeure.

Le ministère de la Défense a annoncé l'été dernier avoir commandé 17 nouveaux Jurmos à Marine Alutech. Numériquement parlant, donner des Jurmo à l'Ukraine serait donc plus facile que des Jehu. D'un autre côté, il y aurait également un énorme besoin de Jurmo dans l'archipel finlandais pendant une guerre.

La marine finlandaise possède les mêmes G-boats que la Suède, qui en a acheté autrefois une centaine. Les forces côtières finlandaises en comptent une vingtaine. Il serait probablement relativement facile pour la Finlande de faire don de bateaux G légers, même si leur nombre n'est pas important.

HS

Les chasseurs finlandais s'envolent chaque semaine pour reconnaitre des avions russes

Mardi dernier, l'agence de presse officielle russe Ria Novosti a publié une vidéo montrant comment des chasseurs finlandais F-16 Hornet suivaient des avions militaires russes Tu-22M3 et Mig-31 près d'Helsinki.

Les avions russes n'ont pas violé l'espace aérien finlandais et leur vol n'a donc pas été signalé en Finlande. En effet, depuis 2005, le gouvernement finlandais rend public toutes les violations de l'espace aérien.

Du point de vue de l'armée de l'air finlandaise, le vol des Hornets à proximité des avions russes était une tâche opérationnelle habituelle, c'est-à-dire un vol de reconnaissance, même si elle a reçu une publicité exceptionnel grâce aux informations des Russes.

Le chef des opérations de l'armée de l'air, le colonel Tommi Heikkala, affirme qu'il n'est pas d'usage d'informer le public de telles tâches opérationnelles.

"Des avions militaires russes ont l'habitude de voler dans le golfe de Finlande sans plan de vol, sans contact radio et sans que le transpondeur radar secondaire soit allumé. Naturellement,dans de tels cas nous allons identifier de tels avions non identifiés dans la zone internationale du golfe de Finlande", dit-il.

Les Hornets partent pour une telle mission soit depuis les bases de l'Armée de l'Air de Kuopio ou Pirkkala (Tampere), soit depuis des aéroports civils (comme l'aéroport d'Helsinki-Vantaa).

Dans quelle mesure les tâches d'identification de l'Armée de l'Air sont courantes ?

"Oui, assez courantes. Nous ne voulons pas donner de chiffres, mais disons chaque semaine. Ce n'est pas tout à fait quotidien », dit-il.

HS

Conflit social

Les grèves seront-elles suspendues ? Si le gouvernement fait des concessions sur les délégués syndicaux, les syndicats devront accepter de négocier sur le modèle d'augmentaion des salaires

Le ministre du Travail, Arto Satonen, rencontrera la confédérations syndicale SAK et l'union des entrepreneurs finlandais SY cet après-midi. Le gouvernement ne peut pas faire des concessions qui plaisent à tous les deux, écrit le journaliste politique Jyrki Hara.

Après avoir vu le ministre, la SAK décidera aujourd'hui, mercredi, lors de sa réunion qui débutera à 14 heures, de la manière dont les luttes syndicales contre le gouvernement continueront, si elles se poursuivent.

Alors, que pourrait offrir Satonen à la SAK pour que la deuxième semaine de grève dans les ports et le trafic de marchandises se termine ?

Le projet de réforme est le pire de tous pour la SAK est de contourner les délégués syndicaux dans la proposition du gouvernement sur les négociations des accords locaux d'entreprise.

Le gouvernement peut-il y renoncer?

Le gouvernement souhaite également donner aux entreprises qui ne sont pas membres d'une l'organisation patronale le droit de se mettre d'accord au niveau local sur les questions définies dans la convention collective générale contraignante du secteur d'activité de l'entreprise. Par exemple, un salaire inférieur ou des horaires de travail plus flexibles.

En outre, le gouvernement considère que l'accord local pourrait être conclu sur le lieu de travail avec un représentant choisi parmi les autres membres du personnel au lieu d'un délégué syndical appartenant au syndicat.

La proposition du gouvernement va encore plus loin : même s'il y avait un délégué syndical sur le lieu de travail, selon la proposition, il ne serait pas en mesure de convenir localement des conditions de travail au nom des salariés non syndiqués. En revanche, un représentant qui ne fait pas partie du syndicat pourrait donner son accord au nom de l'ensemble du personnel.

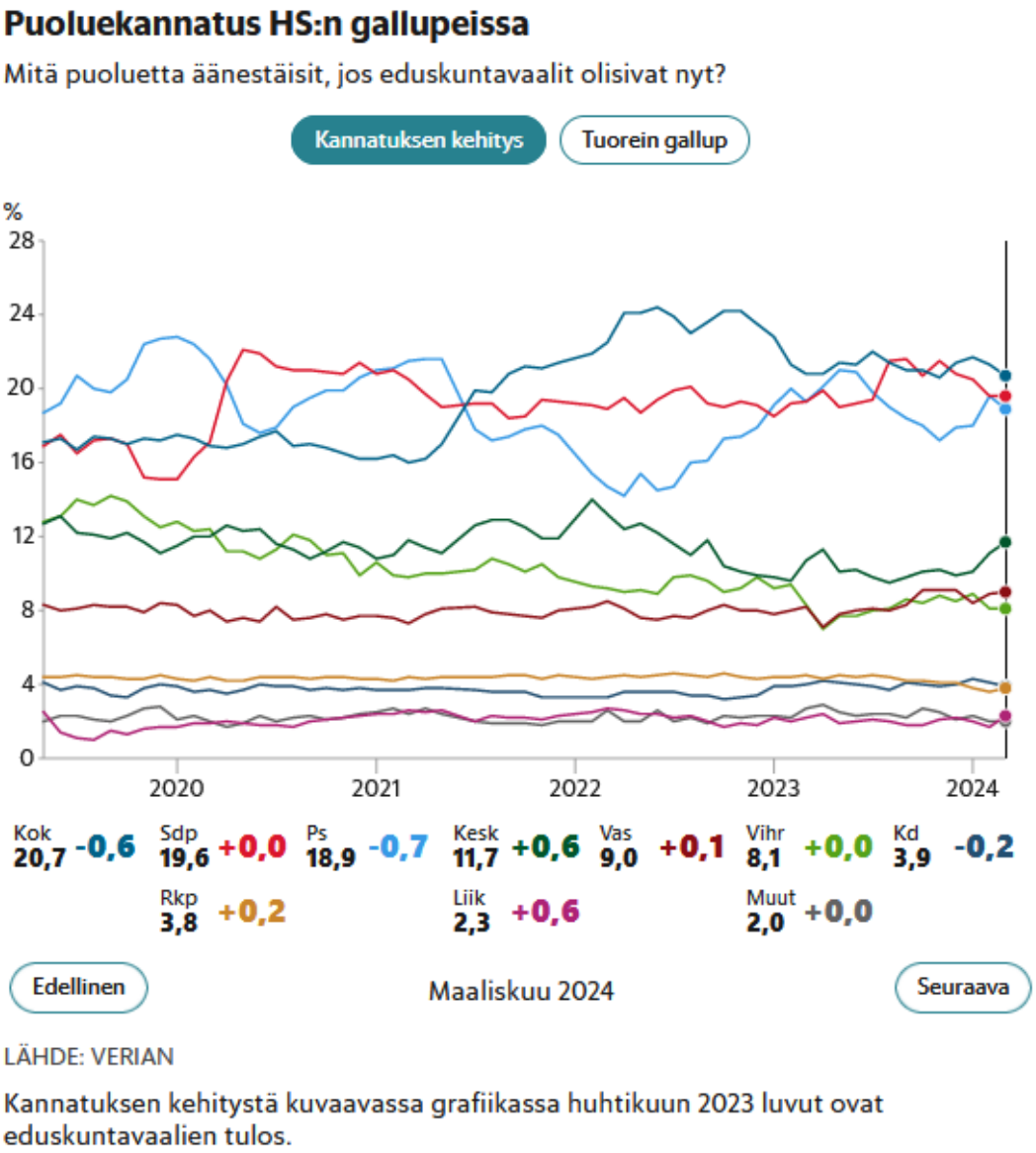
Les grèves de la SAK pourraient au moins être suspendues si le gouvernement modifiait sa proposition afin qu'un délégué syndical - pour autant qu'il y en ait un sur le lieu de travail - puisse toujours signer un accord local en tant que représentant de l'ensemble du personnel. Le représentant du personnel ne conclurait un accord local que dans les entreprises dont le personnel n'a pas du tout choisi de délégué syndical.
Une telle concession forcerait probablement la SAK à accepter des négociations sur le modèle d'augmentations salariales axé sur les exportations et à suspendre les actions revendicatives pendant la durée de ces négociations.
Mais les entrepreneurs finlandais s'opposent au compromis. En effet, depuis des années, les entrepreneurs finlandais, qui représentent les petites entreprises, font pression pour une libéralisation la plus large possible des négociations locales. C'est précisément à ces entreprises non organisées que la négociation locale s'étendrait désormais.
C'est pourquoi le ministre du Travail Satonen rencontrera mercredi, outre la SAK, le président des entrepreneurs finlandais Mikael Pentikäinen.
En 2016, les entrepreneurs finlandais ont refusé un accord négocié de longue date sur l'élargissement de la négociation locale. La raison en était précisément la position des délégués syndicaux qui, selon les entrepreneurs finlandais, devenait trop forte.
Même aujourd'hui, tout compromis en faveur de la SAK n'est pas du goût des entrepreneurs finlandais. D'un autre côté, le gouvernement a toujours affirmé qu'il ne recevait pas d'instructions directes des organisations patronales.
Le gouvernement a également déclaré à plusieurs reprises qu'il ne céderait pas sous la pression des grèves. Cependant, la proposition du gouvernemenbt n'a pas encore été transmise au Parlement, c'est pourquoi il pourrait encore la modifier.
Yle

Politique intérieure

La popularité des partis du gouvernement est en baisse

Selon un récent sondage du *Helsingin Sanomat*, la popularité des partis du gouvernement de *Petteri Orpo* (Coalition nationale) est retombée après une hausse amorcée en janvier.
Tous les partis de gouvernement ont vu leur audience diminuer légèrement, à l'exception du Parti suédois, qui enregistre une légère hausse de 0,2 point après six mois de baisse.
L'audience combinée des partis au pouvoir est désormais de 47,3 %, soit le troisième résultat mensuel le plus faible du mandat du gouvernement qui a débuté en juin 2023.
Ce n'est qu'en novembre et décembre derniers que le nombre de personnes ayant voté pour les partis au pouvoir aurait été encore plus faible si les élections avaient eu lieu à ce moment-là. Jamais la popularité du gouvernement de *Sanna Marin* (Parti social-démocrate) n'est tombée aussi bas.
L'état de grâce du gouvernement Orpo n'aura donc duré que deux mois l'été dernier. Des scandales de racisme et des querelles internes ont fait chuter le gouvernement au cours de l'été.
Le parti de la coalition nationale, les Vrais Finlandais et les Chrétiens-démocrates ont vu leur popularité baisser. Le Parti de la coalition nationale a perdu 0,6 point et les Vrais Finlandais 0,7 point. D'après les données, certains Vrais Finlandais ont rejoint les rangs du Parti social-démocrate et du Parti de la coalition nationale.
Le plus étonnant est que le principal parti d'opposition, le Parti social-démocrate, n'a pas été en mesure de bénéficier davantage des coupes sombres dans la sécurité sociale et des négociations exceptionnellement dures sur le marché du travail menées par le gouvernement. L'audience du Parti social-démocrate est actuellement plus faible que lors des élections législatives.
Les électeurs amenés par Sanna Marin sont peut-être déjà repassés à l'Alliance des gauches, dont l'audience est désormais supérieure de 1,9 point à ce qu'elle était aux élections législatives.
Il semble que le Parti social-démocrate ait fait la même erreur d'appréciation que le mouvement syndical. Il pensait que les coupes budgétaires suffiraient à faire fuir les partisans des Vrais Finlandais. Le Parti social-démocrate aurait maintenant la possibilité de se recentrer mais il n'y a pas de signes réels en ce sens.

Changer de président pour un parti semble porter ses fruits, puisque le Parti suédois et le Parti du centre ont vu leur soutien augmenter après que leurs présidentes ont annoncé qu'elles quitteraient bientôt la présidence.



HS/A7

Le rapport sur le financement des partis met en évidence à nouveau des manquements

Le financement des partis avait été déclaré inadéquat également en 2023, a déclaré mardi l'Office national d'audit *VTV* (Valtiontalouden tarkastusvirasto).

Au cours du cycle de contrôle du VTV, les partis et les associations des partis ont ajouté des informations manquantes et corrigé leurs déclarations financières. Au total, des mises à jour d'une valeur de 550 000 euros ont été effectuées.

Certains partis et associations n'ont pas déclaré toutes les sommes qu'ils ont reçu de sources extérieures.

Le registre ne contenait pas non plus les documents requis par la loi sur les partis politiques, tels que les états financiers, les rapports d'audit et les déclarations de subvention des partis.

HS/A7

Vers une modification du recyclage des emballages et des consignes de bouteilles

Helsingin Sanomat rend compte de la réaction de l'union des brasseries concernant la règlementation de l'UE sur les emballages et les déchets d'emballages. L'union craint que l'accord trouvé entre les Etats membres sur le nouveau règlement menace le système finlandais actuel de consigne de bouteilles. En Finlande, 85 % des emballages consignés sont recyclés. Par la suite, il s'agirait de réutiliser une partie des emballages, ce qui nécessiterait une modification de l'ensemble du système actuel.

Les canettes et les bouteilles en plastique ne permettent pas le réemploi, ce qui signifie qu'il faudrait les remplacer par des bouteilles en plastique plus épais. Cela nécessiterait de nouveaux locaux, plus de transport et plus de tri du fait que les emballages ne sont pas standardisés. Il existe de petits producteurs qui ne disposent que de l'option canette. Mettre en place un système de bouteilles serait un investissement important.

En octobre, l'union des brasseries et l'union de l'industrie alimentaire avaient évalué à 400 millions d'euros les investissements nécessaires pour remplir les obligations de la réglementation européenne sur les emballages.

HS/A29

La manifestation de la MTK fera défiler les tracteurs sur les marchés

Cette semaine, le syndicat central des producteurs agricoles et forestiers *MTK* (Maa- ja metsätaloustuottajain Keskusliitto) organise des manifestations, au cours desquelles les agriculteurs se rassembleront avec leurs tracteurs dans toute la Finlande afin de mettre en lumière la situation difficile des agriculteurs.

En Finlande, il est quand même peu probable que l'on assiste à des épandages de fumier et de bottes de foin comme dans le cas des protestations dans d'autres pays européens. « Certains membres du syndicat ont fait valoir que nous devrions vraiment faire la même chose, mais la base ne veut pas non plus d'un mouvement contre le gouvernement ni que l'on confonde les manifestations pour la nourriture avec des grèves politiques. Ils veulent éviter cela comme la peste », déclare *Juha Marttila*, président de la MTK.

Vendredi, les producteurs de Finlande orientale et centrale se réuniront au marché de Kuopio et à Ylivieska en Ostrobothnie du Nord, puis samedi à Seinäjoki, en Ostrobothnie du Sud.

Les manifestations de la MTK attirent l'attention sur la répartition des revenus dans la chaîne alimentaire. Selon le syndicat, le commerce alimentaire a obtenu des résultats records en pleine crise, mais l'industrie alimentaire et les exploitations agricoles sont en difficulté en amont de la chaîne. En outre, il y a relativement peu de syndicats de producteurs en Finlande, par exemple des syndicats d'agriculteurs, qui pourraient améliorer le pouvoir de négociation des producteurs dans la chaîne alimentaire. Les denrées alimentaires sont encore trop bon marché pour les producteurs par rapport à ce qu'il en coûte pour les produire.

Les agriculteurs ont été affectés par la hausse des prix de l'énergie, qui a commencé à l'automne avant la guerre de la Russie en Ukraine. Les prix des engrais et des aliments pour animaux ont également augmenté. Bien que les prix aient baissé par rapport à leur niveau record, les coûts sont restés plus élevés qu'avant la guerre et la crise de l'énergie. Les taux d'intérêt élevés pèsent aussi actuellement sur les agriculteurs, en particulier sur ceux qui ont investi ou qui viennent d'acheter une exploitation. En outre, les prix à la production ont baissé, indique la MTK.

Selon Marttila, la moitié des agriculteurs abandonneront l'agriculture au cours des dix prochaines années. Il estime qu'un milliard, voire deux milliards d'investissements seront nécessaires. La MTK espère que le gouvernement tiendra ses promesses alors qu'il s'apprête à décider du budget de l'État pour les années à venir. Les subventions agricoles n'ont pas été indexées au cours des années 2000.

Kaleva/13

Valio supprimera 89 emplois

Le groupe laitier Valio a terminé les négociations pour la suppression des emplois et annonce la disparition de 89 emplois et des modifications aux contrats de travail de 114 employés.

Valio emploie 4300 personnes, dont 3700 en Finlande.

HS/A29

Climat

Des chercheurs évoquent des options moins chères que les puits de carbone technologiques

Helsingin Sanomat rend compte du fait que les puits de carbone technologiques souhaités par le gouvernement ne verront pas le jour dans les délais prévus dans le programme gouvernemental. De plus, le captage des émissions de CO2 de l'industrie à la sortie des cheminées d'usines est cher. Les spécialistes se demandent pourquoi le gouvernement ne choisit pas des mesures moins onéreuses et plus rapides.

Kimmo Klemola, titulaire d'un doctorat en technologie, estime que le seul moyen raisonnable de capter et de stocker le CO2 est de laisser les forêts l'absorber.

Le gouvernement a prévu 140 millions d'euros pour la promotion des puits technologiques durant la législature en cours. Selon les calculs de Klemola, l'Etat pourrait avec cette somme acheter 14 000 hectares de vieilles forêts pour les protéger. Ces forêts absorberaient 7 millions de tonnes de CO2.

Le panel climatique a estimé qu'il serait possible d'obtenir des puits de 5 millions de tonnes de CO2 en investissement 600 millions d'euros par an. En utilisant les forêts comme le propose Klemola, le prix d'une tonne de CO2 s'élèverait à 20 euros, tandis qu'avec des puits technologiques, le prix d'une tonne de CO2 s'élèverait à 120 euros.

Protéger des forêts serait un moyen peu cher et efficace d'absorber du CO2. Cela servirait en même temps à améliorer la biodiversité.

Le centre de ressources naturelles Luke estime lui aussi que les forêts et les champs proposent de nombreux moyens, dont le plus efficace serait de les humidifier en augmentant le niveau de l'eau des champs qui à l'origine étaient des marais. Eviter les coupes rases et favoriser la croissance continue des forêts sont parmi les moyens proposés par Luke, ainsi que l'augmentation de la croissance avec de l'engrais.

Les moyens les moins cher ne représenteraient qu'un coût minime par rapport à celui engendré par les puits technologiques.

Luke rappelle que l'un n'exclut pas l'autre, mais que pour les puits technologiques, il faut encore de la recherche et du développement, tandis que pour les puits concernant l'utilisation des terres, il s'agit d'une simple mise en œuvre. Or, si toutes les mesures relèvent du même budget, il serait raisonnable de mettre en place les mesures les plus rapides.

HS/A26-27

Migration

Les Ukrainiens sont venus en Finlande pour y rester – cela commence déjà à se voir dans la stabilisation des relations de travail

Après l'attaque de l'Ukraine par la Russie, plus de 57 000 Ukrainiens sont venus en Finlande. Ils sont en train de devenir l'une des minorités étrangères les plus importantes de Finlande.

La majorité des Ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire sont des femmes et des enfants.

Il y a actuellement 41 000 Ukrainiens en âge de travailler, dont 7 800 ont trouvé du travail.

Selon Susanna Piepponen, experte au ministère du Travail et des Affaires économiques, il semble que les Ukrainiens aient été acceptés en Finlande plus ouvertement que les autres immigrants.

"Les Finlandais les voient dans la même situation que la Finlande, qui a subi une guerre contre la Russie", explique Piepponen.

Les conditions d'emploi des Ukrainiens sont également améliorées par le fait que, bénéficiant d'une protection temporaire, ils ont été répartis dans toute la Finlande et que, surtout dans les petites provinces, il y a une pénurie de main-d'œuvre.

La majorité des ukrainiens qui ont trouvé un emploi le sont dans des métiers dits de base, comme le ménage ou les travaux agricoles et forestiers.
C'est surtout dans la région de la capitale que les hommes ukrainiens trouvent du travail en Finlande, notamment dans le secteur de la construction.
Selon Piepponen, pour travailler en Finlande dans des professions correspondant à leur éducation, il faudrait de bonnes connaissances en finnois ou en suédois.
Pour exercer une profession qui nécessite un diplôme d'un certain niveau, selon le domaine, il doit être approuvé, par exemple, par Opetushallitus ou Valvira. Le nombre de demandes en ce sens reçues par Opetushallitus a fortement augmenté au cours des deux dernières années. L'agence a ainsi validé les diplômes de 66 enseignants et de 10 éducateurs de la petite enfance ukrainiens.
Valvira étudie les candidatures de 66 médecins et dentistes, 15 infirmières et cinq psychologues.
La plupart des 57 000 Ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire en Finlande sont des femmes venues avec leurs enfants. Il s'agit d'une différence significative par rapport à la situation de 2015, lorsque la plupart des migrants étaient jeunes hommes étaient venus d'Irak.
"Les mères ukrainiennes s'occupent de leurs enfants. Ce n'est que lorsque les enfants vont à l'école maternelle et à l'école que les mères ont la possibilité d'aller travailler", souligne Peipponen.
Elle estime que les Ukrainiens deviendront l'une des plus grandes minorités étrangères de Finlande car plus la guerre durera, plus les Ukrainiens resteront en Finlande.
Yle

Société

La Finlande est le pays le plus heureux du monde pour la septième année consécutive

La Finlande a été classée pays le plus heureux du monde pour la septième fois consécutive, selon le *World Happiness Report* publié mercredi.
Après la Finlande, les autres pays nordiques se classent à nouveau en très bonne place puisque le Danemark (2e), l'Islande (3e) et la Suède (4e) occupent à nouveau les premières positions de la liste.
Yle